Droits sexuels et reproductifs : les propositions du CESE confirmées par l'Assemblée nationale



TRAVAUX PUBLIÉE LE 15/09/2020

Saisine liée : DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS EN EUROPE : ENTRE MENACES ET PROGRÈS

Formation de travail liée : DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ

Le rapport de l'Assemblée nationale sur l'accès à l'IVG confirme plusieurs propositions de l'étude du CESE "Droits sexuels et reproductifs en Europe, entre menaces et progrès".

Le rapport d'information de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale sur l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), co-rapporté par Mmes Marie-Noëlle BATTISTEL et Cécile MUSCHOTTI a été adopté aujourd'hui à l'unanimité.

Ce rapport confirme plusieurs propositions de l'étude du CESE "Droits sexuels et reproductifs en Europe, entre menaces et progrès" rapportée par Véronique Séhier et adopté le 12 novembre 2019, visant à renforcer le droit à l'IVG et à en garantir un accès effectif :

> ***La mise à l'étude d'une extension du délai légal de l'IVG*** *;*
>
> ***L'ouverture aux sages-femmes de l'IVG instrumentale*** *avec la formation adéquate ;*
>
> *Dans le cadre de l'interruption médicalisée de grossesse (IMG),* ***la nécessité d'inclure la dimension psychique et sociale dans la notion de « péril grave pour la santé de la femme ».***

Il confirme également l**a nécessité de rendre effective l'information et l'éducation sexuelle pour tous et toutes les jeunes**, comme le proposait Véronique Séhier, comme le prévoit la loi Aubry depuis 2001, avec un budget adapté et dans une *« approche globale et positive de la sexualité »* afin de lutter contre les représentations discriminantes et les stéréotypes.

Dans son étude "Droits sexuels et reproductifs en Europe, entre menaces et progrès", le CESE rappelait que **les droits sexuels et reproductifs sont des droits humains fondamentaux, indispensables à l'autonomie des femmes et à l'égalité entre toutes les personnes sans distinction d'identité de genre ou d'orientation sexuelle**. Pourtant, loin d'être acquis, ces droits font toujours l'objet de contestations, à l'image du droit à l'avortement. Dans cette perspective, le CESE dressait l'état des lieux de ces menaces et esquisse des pistes de réflexion pour garantir un accès effectif à ces droits.

© - copyright CESE - Octobre 2026